Au Burundi, le référendum de la peur

La Croix, 16/05/2018 Les Burundais sont appelés à s’exprimer jeudi 17 mai sur la réforme constitutionnelle imposée par le président Pierre Nkurunziza. La campagne, marquée par des violences, prépare l’adoption d’un texte ouvrant à l’instauration de la monarchie. « Chez nous, c’est la peur qui règne à cause du référendum du 17 mai. Priez pour nous. Toutes les radios internationales ont été fermées. Beaucoup de gens sont emprisonnés. On oblige tout le monde à voter “oui” pour le référendum »…

Ce message d’un habitant de Bujumbura adressé à La Croix il y a quelques jours, par courriel, en dit long sur la situation dans la capitale burundaise et dans l’ensemble de ce petit pays au cœur de l’Afrique des grands lacs. Alors que la population est appelée, jeudi 17 mai, à se prononcer par voix référendaire sur la réforme constitutionnelle voulue par le président Pierre Nkurunziza, le climat social est lourd au Burundi. Samedi 12 mai, la nouvelle de l’assassinat, dans le nord-ouest, de 26 personnes par un groupe armé venu de RDC, a provoqué une nouvelle crispation alors que le régime est accusé, depuis des semaines, d’user de la violence pour contraindre la population à voter en faveur de la nouvelle Constitution. Un texte référendaire quasi inaccessible Longtemps caché, le texte sur lequel les Burundais sont appelés à se prononcer n’a été rendu public que début mai. « Et encore, on ne peut le consulter que sur le site de la Ceni, ce qui exclut l’immense majorité de la population qui n’a pas d’accès à Internet. Et même sur le site de la Ceni, il n’est pas facile de le trouver », remarque Justine Duby, du bureau Afrique de la FIDH. Le nouveau texte, qui se place d’emblée « devant Dieu », transforme le quinquennat en septennat, élargit considérablement le pouvoir du président, permet à Pierre Nkurunziza de se maintenir jusqu’en 2034, instaure un cadre juridique favorable à la répression et à l’impunité des forces de sécurité. Par ailleurs, son article 4 prévoit le rétablissement de la monarchie « par référendum ». Au profit de qui ? Le texte ne le dit pas… mais tous les observateurs pensent à Pierre Nkurunziza. « Au lieu de promouvoir le débat démocratique autour de cette réforme, les autorités ont recours à des stratégies violentes d’intimidation et de répression pour s’assurer d’un vote positif : meurtres, passages à tabac, arrestations arbitraires et détentions illégales, menaces, intimidations », regrette Justine Duby. « Les gens n’osent plus dire ce qu’ils pensent, par peur des représailles » « Bien entendu que les Burundais ont peur ! Le régime n’a pas froid aux yeux. Mais nous ne céderons pas à ses intimidations », s’indigne pour sa part Pierre Claver Mbonimpa, fondateur de l’Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodh), en exil en Belgique après avoir été blessé par balle en août 2015 au Burundi. « Le peuple ne veut pas de cette réforme qui n’apporte rien de bon à notre pays. Elle enterre les accords d’Arusha, ce médicament que nous avions trouvé avec Nelson Mandela pour nous préserver de la maladie de guerre ethnique », poursuit-il. L’Église catholique dénonce également le climat dans lequel s’est passée la campagne référendaire : « Les gens n’osent plus dire ce qu’ils pensent, par peur des représailles », s’alarme-t-elle dans un communiqué, dénonçant « le comportement de certains Burundais qui usent de la violence et abusent de l’autorité qu’ils détiennent pour opprimer la liberté d’expression et d’opinion de leurs adversaires politiques ». L’opposition autorisée officiellement à manifester L’Union européenne, enfin, a critiqué une campagne électorale conduite dans « un climat d’intimidation et de répression » et marquée par la « persistance d’exécutions extrajudiciaires et d’arrestations arbitraires ». Pourtant, l’opposition a été autorisée à organiser des rassemblements pour faire campagne en faveur du « non ». Des manifestations qui, selon Pierre Claver Mbonimpa, ont remporté un franc succès auprès de la population. « Il s’agit d’une stratégie des autorités afin de donner une apparence d’inclusivité à ce processus qui ne respecte aucune norme acceptable, tempère néanmoins Justine Duby. Des militants ont été empêchés de se rendre à certains meetings, ou ont été victimes de représailles pour avoir participé à des rassemblements. Les médias publics accordent bien plus d’espace aux partisans du “oui”. »

–––––––––––– « Nkurunriza veut une monarchie dont il serait le roi » Esther Kamatari, nièce du dernier roi du Burundi, princesse et ancienne top-modèle « Pierre Nkurunriza souhaite établir une monarchie dont il serait le roi. Son régime a voulu rapatrier la dépouille de mon oncle du cimetière suisse où il repose pour l’inhumer au Burundi. Pierre Nkurunziza voulait s’oindre avec de la poudre issue de ses ossements afin de devenir son héritier. J’ajoute que si Pierre Nkurunziza devient le roi du Burundi, alors, moi, qu’est-ce que je deviens ? » Laurent Larcher

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});